

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 01/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**GTN**

Me PERRIN  
BP 49  
59400 Morenchies

Références : 2026-V3-056  
Code AIOT : 0007000439

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2024 dans l'établissement GTN implanté 29 rue E. Lefebvre 59238 Maretz. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La société GTN a été radiée le 14 septembre 2016. En conséquence, à cette date le présent site est un site à responsabilité défaillante.

A l'issue de la dernière visite d'inspection du 17 novembre 2017, le propriétaire de l'installation a été mis en demeure d'évacuer les déchets présents.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GTN

- 29 rue E. Lefebvre 59238 Marez
- Code AIOT : 0007000439
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GTN a débuté son activité en 1963. Elle reprenait une activité déjà existante sur le site, à savoir le tissage et tricotage. La société GTN y a ensuite développé des activités de teinture et impression textiles pour lesquelles elle a été autorisée à exploiter par arrêté préfectoral du 10/04/1994.

En janvier 2007, la préfecture a transmis à la DREAL le mémoire de cessation d'activités relatif au site. Le mémoire était accompagné d'une étude phase A et B établie selon l'ancienne méthodologie pour les sites potentiellement pollués.

Le mémoire de cessation d'activités classe le site en catégorie 3, ce qui correspondait à un site banalisable en considérant un usage non sensible (vocation industrielle) du site mais uniquement après démantèlement des installations et évacuation de l'ensemble des déchets.

En fin d'année 2010, le liquidateur avait informé l'inspection de son intention de remettre le site en état. Début 2011, un devis a été réalisé par une société afin d'estimer le coût des travaux (élimination des déchets et protection des forages).

Lors d'une contre-visite sur le site, la société a eu un doute quant à la nature de certains déchets. Des prélèvements et analyses ont été réalisés par un laboratoire et ont révélé la présence de déchets amiantés.

La visite d'inspection du 17 décembre 2017 a donné lieu à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 décembre 2020 (évacuation des déchets présents sur le site) à l'encontre du propriétaire.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection des installations classée rappelle qu'en application de **la notion de « gardien de la chose » prévue à l'article 1384 du code civil**, le propriétaire d'un terrain reste civilement responsable des dommages que son bien peut causer au tiers.

Le propriétaire du site qui est responsable de celui-ci est donc invité à :

- s'assurer dans le temps que son site reste inaccessible aux tiers ;
- dans un premier temps à indiquer par des affichages clairs les risques encourus pour toute personne qui pénètre sur le site (risque de chute notamment) ;
- à rapidement sécuriser le site pour prévenir ce risque de chute ;

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	recollement APMD retrait des déchets sur le site	AP de Mise en Demeure du 18/12/2020, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est proposé à Monsieur le Préfet du Nord d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 décembre 2020.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : recollement APMD retrait des déchets sur le site

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/12/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, enlèvement et gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>ARTICLE 1</u>  La SCI LES PEUPLIERS, propriétaire du site sis au n°29 rue Eugène Lefebvre à MARETZ, cadastré AL n°133 et 455, est mise en demeure de procéder, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, à l'enlèvement et à la gestion de tous les déchets présents sur le site (déchets amiantés, déchets divers tels que papiers, cartons, tissus, et autres déchets susceptibles de présenter un danger pour l'environnement), dans les conditions prévues par les articles L.541-1 et suivants du code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  La société GTN a été radiée le 14 septembre 2016. En conséquence, à cette date le présent site est un site à responsabilité défaillante. A l'issue de la dernière visite d'inspection du 17 novembre 2017, le propriétaire de l'installation a été mis en demeure d'évacuer les déchets présents.  <u><b>Constats réalisés lors de la présente visite d'inspection du 10 décembre 2024 :</b></u>  La visite d'inspection vise à constater l'évacuation des déchets présents vus lors de la précédente visite d'inspection.  L'exploitant a bien fait évacuer les déchets sur son site, Il demeure sur site uniquement les déchets métalliques suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- 9 bidons de 200l vides ;</li><li>- 2 bidons de 60l vides ;</li><li>- une cuve métallique vide 3m de long pour 2m de diamètre ;</li><li>- une cuve métallique vide 3m de long pour 1m de diamètre ;</li><li>- une cuve métallique grande capacité 4m de long pour 1,5m de diamètre (l'exploitant indique que cette capacité était sous le sol et qu'il a procédé à son excavation).</li></ul> Le propriétaire indique qu'il a fait retirer plusieurs capacités industrielles présentes (cuves métalliques) en sous sol qui étaient vides et les a extrait de ce sous-sol. Il lui reste maintenant à les

"valoriser" (ferrailles) ;

Le propriétaire a fourni après la visite, à l'inspection des installations classées plusieurs éléments de preuves :

- un constat d'huissier qui permet d'attester que les cuves de grandes capacités étaient présentes en sous sols et que ces capacités étaient vides (constat sous forme d'une succession de photos de la visite du huissier) ;
- des justificatifs de la prise en charge de déchets d'amiantes liées (prise en charge de 22 tonnes comprenant location de benne, collecte et traitement) par un prestataire connu ;
- une photo de la mise en sécurité du forage d'eau par un comblement avec du béton ;
- une photo de la remise en état des accès du site : barrière métallique extérieur + porte d'accès du local avec chaîne et cadenas ;

Il est à noter que l'exploitant a bien fait réaliser l'évacuation de la quasi-totalité des déchets présents sur le site (hormis ceux cités plus haut) et qu'il a sécurisé le forage présent sur le site.

**Il est proposé à Monsieur le Préfet du Nord d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 décembre 2020.**

Il est à noter par ailleurs que :

- ce site est à responsable défaillant (il n'y a plus d'exploitant solvable) ;
- lors de la présente visite d'inspection seul l'évacuation des déchets était exigible pour un propriétaire ;
- le site demeure dangereux en cas d'intrusion sur le site : malgré les précautions prises par le propriétaire pour prévenir toute intrusion, celle-ci ne peut pas être totalement exclue et il existe des zones où une "chute de personne" est possible sur le site.

L'inspection des installations classée rappelle qu'en application de la notion de « gardien de la chose » prévue à l'article 1384 du code civil, **le propriétaire d'un terrain reste civilement responsable** des dommages que son bien peut causer aux tiers.

Le propriétaire du site est donc invité à :

- s'assurer dans le temps que son site reste inaccessible aux tiers ;
- dans un premier temps à indiquer par des affichages clairs les risques encourus pour toute personne qui pénètre sur le site (risque de chute notamment) ;
- à rapidement sécuriser le site pour prévenir ce risque de chute ;

**Type de suites proposées :** Sans suite